Delmas Lévesque
sociologue, professeur de sociologie à l'École des H.E.C.,
Université de Montréal
(1977)

“ Un Québec en redéfinition ”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca
Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de l'article de :

Delmas Lévesque, “Le Québec en redéfinition”. Un article publié dans la revue *L'Action Nationale*, Montréal, vol. 67, no 1, septembre 1977, pp. 16-33.

M. Lévesque est sociologue et professeur de sociologie à l'École des H.E.C. de l'Université de Montréal.

[Autorisation formelle accordée par la directrice adjointe de la revue L'Action Nationale le 8 mars 2004 de diffuser cet article et plusieurs autres de Monsieur Lévesque.]

Site web : <http://www.action-nationale.qc.ca/>

Courriel : revue@action-nationale.qc.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 7 novembre 2004 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Table des matières

Introduction

Du traditionnel à l'industriel

La société traditionnelle

L'impact de l'industrialisation

Apogée et déclin de l'Église

Du culturel au politique

La redécouverte de soi

Une question de pouvoir

Les ambiguïtés du modernisme

Delmas Lévesque,
“Le Québec en redéfinition”.

Un article publié dans la revue *L'Action Nationale*, Montréal, vol. 67, no 1, septembre 1977, pp. 16-33.

Introduction ¹

[Retour à la table des matières](#)

Que le Québec soit en train de se redéfinir surprendra assez peu l'observateur le moins averti de ce qui s'y passe. Il y a le fait bien sûr que le Québec est périodiquement secoué de crises retentissantes. Mais il y a le fait surtout que le moindre événement qui dans une autre province en resterait à ses dimensions syndicales, économiques ou sociales prend ici une dimension politique et risque à tout moment de tourner en crise majeure. Le train des événements accélère d'ailleurs sa marche. Aux automnes "chauds" s'ajoutent maintenant les printemps "chauds". Même l'hiver risque de se réchauffer.

Dans le même temps une abondante littérature commente, interprète, analyse, tente d'orienter un Québec de plus en plus tourmenté. En voici un échantillon ²: “l'impossible Québec”, “la question du Québec”, “la crise d'octobre”, “l'urgence de choisir”, “option Québec”, “option Canada”, “le Québec d'aujourd'hui”, “la vigile du Québec”, etc., etc. La même obsession se

¹ Ce texte quasi Prophétique a été préparé à l'intention des étudiants de l'École Internationale de Bordeaux dans le cadre de leur stage d'étude à l'École des H.E.C. de Montréal en août 1972. Il constitue une analyse du Québec en évolution dont la validité trouve sa vérification dans l'événement et peut continuer d'éclaircir nos voles. Quelques propositions, on le remarquera, sont d'avant le 15 novembre 1976! NDLR.

² Voir à ce sujet les références suivantes.

Marcel Rioux, *La Question du Québec*, (Éditions Seghers, Paris, 1969)

Jacques Brillant, *L'impossible Québec*, (Éditions du Jour, Montréal, 1968) Gérard Pelletier, *La crise d'octobre*, (Éditions du Jour, Montréal, 1971)

Pierre Vallières, *L'urgence de choisir*, (Éditions Parti-pris, Montréal, 1971)

René Lévesque, *Option Québec*, (Les Éditions de l'Homme, Montréal, 1968) André A. Brichant, *Option Canada*, (Comité-Canada, 1968)

Jean-Luc Migué (dir.), *Le Québec d'aujourd'hui, regards d'universitaires*. (H.M.H. Hurtubise, Montréal, 1971)

Fernand Dumont, *La vigile du Québec*, octobre 1970., l'impasse? (H.M.H. Hurtubise, Montréal, 1971)

retrouve dans la chanson, au cinéma, au théâtre. La publicité emboîte le pas: “Québec sait faire”, “... c'est nous autres”, “quand on est Québécois”...

Si pour certains le “Québec se fait”³ pour d'autres il se défait. Des mouvements sociaux vont dans des sens opposés les uns aux autres, Les mêmes événements donnent lieu à des interprétations tout à fait contradictoires. On ne sait plus trop si on en est “à la première ou à la dernière heure”⁴. Essayons donc de saisir l'ampleur et le sens de cette redéfinition du Québec.

Du traditionnel à l'industriel⁵

[Retour à la table des matières](#)

Au beau milieu du XXe siècle les Canadiens Anglais considéraient le Québec comme “this backward priest-ridden province”. Quant aux Américains, pour ceux qui en savaient quelque chose, ils avaient appris de leur sociologues que quelque part au nord existait “the folk society of French Canada”.

Ces images, bien sûr, tenaient un peu du cliché, sinon de la caricature. Elles comportaient toutefois une bonne part de vérité. Le fait est que sur le continent nord-américain le Québec, objet de curiosité touristique et anthropologique, faisait un peu figure d'anachronisme. Pour de multiples raisons dont quelques-unes seront évoquées plus loin, le Québec formait à une époque un îlot traditionnel dans un océan d'industrialisation.

³ Voir Claude Ryan (dir.), *Le Québec qui se fait*, (Le Devoir, Montréal, 30 décembre 1968)

⁴ Voir Pierre Vadeboncoeur, *La première et la dernière heure*, (Hexagone, Parti-pris, Montréal, 1970)

⁵ Voir pour cette partie les ouvrages suivants qui ne forment qu'un îlot dans une abondante littérature. L'auteur de cette partie se reconnaît une dette particulière au sociologue Hubert Guindon.

Marcel Rioux et Yves Martin (dirs.), *La Société canadienne-française*, (Hurtubise, H.M.H., Montréal, 1971)

Gérald Fortin, *La fin d'un règne*, (Hurtubise, H.M.H., Montréal, 1970)

Gérard Bergeron, *Le Canada français après deux siècles de patience*, (Éditions du Seuil, Paris, 1967)

Jean Pellerin, *Le Canada ou l'éternel commencement*, (Casterman, Paris, 1967) Pierre-Elliott Trudeau, *La grève de l'amiante: une étape de la révolution industrielle au Québec*, (Les Éditions Cité libre, Montréal, 1956)

La société traditionnelle

[Retour à la table des matières](#)

Au XIX^e siècle et assez avant dans le XX^e, la société canadienne-française présente les traits principaux d'une société traditionnelle. Pyramide sociale avec une large base à peu de distance du sommet, économie peu diversifiée dont une bonne partie est de subsistance, prédominance de la vie rurale, importance de la famille et des liens de parenté, relative homogénéité sociale, mobilité restreinte et isolement relatif, fort consensus au plan des normes et des valeurs, rythme de vie près de la nature, majesté des usages et des coutumes, caractère personnel des rapports humains, primauté de la religion comme institution et comme pratique.

Ces traits communs aux sociétés traditionnelles ont composé au Québec une physionomie particulière. Événements historiques, dynamique des rapports entre Canadiens-Anglais et Canadiens-Français, évolution interne, action de divers groupes sociaux ont contribué certes à l'originalité de ce visage. Mais il correspond surtout aux desseins de l'Église catholique.

Servie par des circonstances propices que nous rappellerons plus loin, l'Église s'est constituée le maître-d'œuvre de la société canadienne-française. La prédominance agricole des activités économiques lui a permis par l'établissement des paroisses d'être présente sur la scène de base de la vie sociale. La création des séminaires diocésains et des universités lui a procuré le contrôle de la formation des élites cléricales et politiques. Son monopole institutionnel dans les sphères de la santé et du bien-être lui a donné un poids considérable dans tout budget de dépenses publiques. Les innombrables communautés religieuses du Québec en ont fait par leurs propriétés foncières et immobilières une puissance économique. Fortement axée sur l'Église de Rome, l'Église du Québec en plus d'y trouver un appui solide procurait ainsi au Canada français sa fenêtre sur le monde, ce qui lui permettait du même coup de jouer le rôle d'interprète des événements internationaux.

À tous les paliers de l'organisation sociale - local, régional, provincial - l'Église structurait la société. Présente sur toutes les scènes et dans presque tous les secteurs d'activités elle avait réussi à donner corps et âme à son propre projet de société et de culture; un ordre social fortement intégré, incarnant la primauté du spirituel sur le temporel.

S'appuyant sur la trilogie famille - paroisse - patrie, l'Église du Québec avait façonné la société à son image et à sa ressemblance, conciliant sens hiérarchique et sens communautaire, valeurs chrétiennes et valeurs françaises. Une variété de théocratie à saveur médiévale s'était instaurée sur les rives du St-Laurent en contraste frappant avec l'Amérique anglo-saxonne, protestante, industrielle et libérale. Aux yeux de l'Église, la société canadienne-française constituait un bastion contre le matérialisme ambiant, une sorte de contre-culture avant la lettre.

Une construction d'une telle solidité aurait duré longtemps -elle a quand même tenu plus d'un siècle - n'eut été de ses contradictions internes, autant de fissures par où s'introduisait la modernité.

L'impact de l'industrialisation

[Retour à la table des matières](#)

La pénétration de la modernité dans la culture traditionnelle s'est effectuée à la faveur de l'industrialisation laquelle s'est attaquée au défaut principal du barrage, celui de la contradiction structurelle de l'excédent de population versus la rareté des terres cultivables. Le mode de transmission de l'héritage agissait comme goulot d'étranglement.

Le "domaine-plein paysan", taillé à la mesure des besoins de la famille normalement très nombreuse était transmis intégralement à un héritier unique, les autres enfants devant s'établir ailleurs sur d'autres terres. Ce mode d'héritage évitait le morcellement des terres mais impliquait également, vu le taux élevé d'accroissement naturel, un peuplement rapidement étalé sur de vastes espaces. À mesure que progressait l'occupation des terres arables, en quantité limitée au Québec, la pression démographique se faisait davantage sentir.

L'industrialisation, d'abord dans les états voisins de la Nouvelle-Angleterre, puis en Ontario et au Québec, arriva à point nommé pour absorber cet excédent continue de population, soulageant le système d'autant. Pareil soulagement explique peut-être pourquoi on a mis tant de temps à réaliser ce qui se passait. Le système n'étant pas mis immédiatement dans l'obligation de remettre ses structures en question, plusieurs changements pouvaient passer inaperçus. L'Église elle-même, assurée d'un long règne tranquille mit beau-

coup de temps à réagir. Elle commença d'ailleurs par nier, c'est-à-dire à ne voir que des changements quantitatifs: plus d'ouvriers qu'avant c'est tout. De toutes façons elle blâmait ceux qui laissaient la campagne pour la ville, d'ici ou d'ailleurs.

La syndicalisation progressive des travailleurs la tira de sa torpeur. Du coup elle réalisa que l'ennemi était dans la place. L'ennemi c'est-à-dire le matérialisme battant pavillon moderniste et socialiste. Et lorsque la Crise économique des années 1930 fondit sur la population, sa riposte du “retour à la terre” put s'auréoler de la crédibilité du “je vous l'avais bien dit”.

La reprise économique provoquée par la deuxième guerre mondiale et la grande prospérité d'après-guerre achevèrent d'émousser le peu de mordant des diverses ripostes que l'Église avait imaginées. Elle comprit que le monde s'était transformé.

Depuis déjà un demi-siècle le Québec était devenu industriel et urbain. Le syndicalisme semblait là pour rester. Le déplacement des classes sociales aussi. Les nouvelles valeurs également. L'Église comprit qu'à trop s'opposer elle risquait d'être débordée. Elle résolut de continuer et d'amplifier ce qu'elle avait d'ailleurs commencé à faire depuis assez longtemps, s'adapter. Elle s'adapta donc et fort bien...

Apogée et déclin de l'Église

[Retour à la table des matières](#)

L'Église s'adapta remarquablement bien. Il faut souligner qu'elle bénéficia elle aussi de la grande prospérité de la guerre et de l'après-guerre. Dîmes, quêtes, souscriptions, campagnes de charité, subventions, dons de bienfaisance rendirent beaucoup plus qu'avant. Ses propriétés foncières et immobilières décuplèrent de valeur.

Ses structures gonflèrent d'autant. Hôpitaux, hospices, services sociaux, juvénats, collèges, universités, oeuvres de toutes sortes, tantôt se multipliaient, tantôt s'agrandissaient. Ce fut la grande expansion, créatrice d'emplois par surcroît. De plus en plus de laïcs se mirent à trouver cet entrepreneur profitable. L'Église se trouva ainsi à contribuer sa quote-part à l'émergence au Québec des nouvelles classes moyennes.

L'industrialisation en absorbant le surplus de population rurale avait créé progressivement mais rapidement de nouvelles classes sociales urbaines: la classe ouvrière et les classes moyennes. Toute la structure sociale s'en trouva modifiée. L'Église se mit à accorder aux nouvelles classes autant d'importance qu'elle avait accordée aux anciennes.

Elle cessa de boudier la classe ouvrière, encouragea le mouvement syndical mais tout en le baptisant et le truffant d'aumôniers, prit même fait et partie pour les travailleurs à l'occasion de quelques grèves retentissantes. L'intégration de la classe ouvrière n'achoppait plus à la doctrine traditionnelle puisque les Papes avaient eux-mêmes indiqué la voie à l'enseigne de la doctrine sociale de l'Église.

Quant aux nouvelles classes moyennes, collets blancs, techniciens, administrateurs, professionnels et semi-professionnels, elles ne demandaient pas mieux que de faire valoir leurs qualifications fraîchement acquises aussi bien dans les sphères institutionnelles dirigées par l'Église que dans le secteur public ou privé. On peut même avancer, le processus de bureaucratisation aidant, que l'Église se trouva désormais en plus grande affinité avec les classes moyennes qu'avec toute autre. Leurs communes préoccupations administratives tendaient à les rapprocher.

À tous les niveaux de l'échelle sociale l'Église composa merveilleusement bien. Chevauchant avec dextérité un mouvement irrésistible mais combien profitable, elle sut, en assumant beaucoup de nouveaux rôles, en garder le leadership. Il convient de signaler que la plupart de ces nouveaux rôles assumés par les clercs étaient purement d'essence profane. Qu'à cela ne tienne, l'Église en avait les moyens matériels. Elle s'est comportée comme un contenant qui s'enfle sans rien perdre d'un contenu qui se dilate.

À une époque de changements économiques et sociaux rapides, elle réussit le tour de force de consolider et même d'accroître son hégémonie sur une société plus considérable et plus complexe.

Il convient d'admettre que comme autrefois au temps de la société traditionnelle tout le monde a été un peu complice de l'hégémonie de l'Église: population et dirigeants. Au niveau supérieur de l'élite professionnelle et politique, cette complicité confinait à la collusion. Quant aux dirigeants économiques, ils savaient comment ne pas se mêler des "affaires" de l'Église, laquelle en retour savait rappeler au moment opportun le respect de l'autorité, toute autorité. L'industrialisation fit manifestement l'affaire de tout le monde, l'Église comprise.

Les années 50' et le début des années 60' marquent l'apogée de l'Église institutionnelle. Comme en d'autres exemples d'emprise hégémonique l'apogée

marque aussi le déclin. Dans le cas de l'Église ce déclin prit l'allure d'une déroute. Les explications d'un tel phénomène demeurent partielles. Mais on a un peu l'impression qu'elle s'est comme vidée du dedans, comme si à force de jouer d'autres rôles, elle ne savait plus ce qu'était le sien propre. Elle s'est comme égarée, perdue dans ces classes moyennes avec lesquelles elle avait tant d'affinités.

L'Église comme institution sociale dominante n'a pas tellement été détrônée qu'absorbée par les classes moyennes, ses rivales en termes de pouvoir. La poussée était trop forte. L'opération s'est d'ailleurs effectuée sans trop de bruit. L'effacement rapide de l'Église a laissé un vide culturel béant et un équilibre social instable.

Du culturel au politique ⁶

[Retour à la table des matières](#)

La représentation que les Canadiens français se faisaient d'eux-mêmes s'est considérablement modifiée au cours des années '60, période dite de la "révolution tranquille". L'accent s'est déplacé du culturel au politique. Au lieu de se percevoir comme groupe ethnique, comme nationalité, on s'est mis à se percevoir comme nation.

⁶ À propos de cette seconde partie, l'auteur reconnaît volontiers avoir été particulièrement influencé par les ouvrages suivants.

George Grant, *Lament for a Nation, the Defect of Canadian Nationalism*, (McClelland and Stewart, Ltd., Toronto, 1965)

Michel Brunet, *Québec Canada anglais, deux itinéraires, un affrontement*, (Éditions H.M.H. Montréal, 1968)

Kari Levitt, *La capitulation tranquille: la mainmise américaine sur le Canada*, (La Maison Réédition-Québec, Montréal, 1972)

Albert Memmi, (*Portrait du colonisé*, précédé du portrait du colonisateur, (Jean-Jacques Pauvert, Hollande, 1966) (Libertés, collection dirigée par Jean-François Revel, 37)

John Kenneth Galbraith, *Le Nouvel État industriel*, (Gallimard, Paris, 1968) Jacques Grand'Maison, *Vers un nouveau pouvoir*, (H.M.H., Montréal, 1969) John Porter, *The Vertical Mosaic*, (The University of Toronto Press, Toronto, 1965) C. Wright Mills, *The Power Elite*, (Oxford University Press, New York, 1956)

Marvin E. Olsen, (éd.), *Power in Societies*, (The Macmillan Co. New York, 1970)

L'équation traditionnelle du Canadien français catholique a perdu beaucoup de sa signification. L'ancien consensus confinant au monolithisme s'est brisé. Une nouvelle définition a progressivement émergé celle de Québécois. Cette nouvelle définition issue de l'ancienne mais largement tributaire de la modernité n'a pas encore réussi à s'imposer de façon décisive. Elle tend toutefois, en s'articulant sur l'État, à refaire sur des bases différentes un nouveau consensus destiné à engendrer et à soutenir une nouvelle identité.

La redécouverte de soi

[Retour à la table des matières](#)

Les réalisations les plus visibles de la révolution tranquille ont d'abord été administratives: instauration d'un ministère de l'Éducation, rationalisation de la fonction publique, étatisation des compagnies d'électricité, création de nouvelles agences et institutions publiques, intervention de l'État dans certains secteurs restés privés jusque-là, rapatriement de pouvoirs fiscaux additionnels, etc., etc.

Ces réalisations traduisaient et exprimaient cependant un glissement de la base du pouvoir en faveur des classes moyennes et consacraient à la fois le rôle de leadership assumé par certaines couches de ces classes. Les ministres et technocrates artisans de la révolution tranquille provenaient de la strate supérieure des classes moyennes: juristes, économistes, administrateurs, sociologues, spécialistes des communications, etc.

Porteurs de slogans mais aussi véhicules de nouvelles valeurs, de nouvelles attitudes et de nouveaux symboles ces artisans avaient conscience d'accomplir une révolution administrative alors qu'au fond plus ou moins à leur insu ils devenaient les agents d'une "révolution des mentalités".

Collectivement le sentiment le plus net dégagé par la révolution tranquille est celui d'un déblocage, d'une dilatation allant jusqu'à l'euphorie. Tout devenait possible. C'est comme si l'on sortait d'une longue période d'hibernation. Bien entendu ce sentiment n'était pas partagé par tout le monde; la classe ouvrière et la classe agricole se montraient plus sceptiques. Mais il suffisait qu'il soit largement répandu parmi les classes moyennes pour donner le ton.

Des phénomènes socio-culturels importants caractérisent cette période. Celui de la "prise de la parole", celui d'une baisse marquée, et souvent affichée, de la pratique religieuse, l'apparition de nouveaux mouvements

sociaux et politiques, la formation en associations professionnelles de quantité de groupe d'intérêts, une syndicalisation accélérée, la sécularisation des institutions, une politisation de plusieurs groupes sociaux.

Une énergie insoupçonnée se donne libre cours. L'audace aidant, on ose penser dans de nouveaux schémas. On récrit l'histoire ou plutôt on en fait une lecture différente. Le mouvement mondial de décolonisation politique fournit l'essentiel des schémas d'analyse que l'on applique désormais à sa propre histoire. L'on trouve après coup explication à l'hégémonie de l'Église et à la longue durée de la société traditionnelle.

La vision que l'on ramène de ce "voyage" historique tient en gros à celle-ci. La conquête de la Nouvelle-France par l'Angleterre en 1760 sonne le glas de la société commerçante axée sur la traite des fourrures. Le rembarquement pour la France de l'élite administrative et militaire coloniale et la dispersion de l'élite commerciale laissent l'Église seule à la tête d'une société semi-féodale. Le développement du Canada français devait désormais se faire selon un modèle essentiellement rural. Un pacte plus ou moins implicite entre l'Église et la nouvelle puissance coloniale s'instaura progressivement. En échange de la reconnaissance de la langue, des lois, des institutions françaises, du libre exercice de la religion et du maintien de ses privilèges et prérogatives, l'Église acceptait que l'occupant détienne les pouvoirs politiques, économiques et militaires. Un compromis entre puissance spirituelle et puissance temporelle quoi. À l'ombre pour ainsi dire de la puissance coloniale anglaise l'Église put façonner le Canada français selon ses vues et cela quasi sans conteste.

Comme en d'autres situations coloniales similaires la religion devint une valeur-refuge, l'agriculture s'offrit par défaut comme l'occupation "normale", la vie rurale comme la vie par excellence, la glorification du passé lointain comme compensation, le culte des valeurs spirituelles comme voie d'évitement et la prédominance de l'Église comme protection.

Commencée immédiatement après la conquête, la marche de l'Église vers l'hégémonie se poursuivit pendant la première moitié du XIXe siècle pour se compléter dans la seconde moitié du même siècle et durer la première moitié du XXe siècle.

À un seul moment en près de 200 ans, soit au cours de la décennie 1830, l'hégémonie de l'Église fut sérieusement menacée. L'élite des professions libérales, issue des collèges classiques, engagée dans la revendication au gouvernement responsable, inspirée des idées des révolutions américaines et françaises, gagnée par la fièvre romantique de l'époque, tenta de secouer le double joug de l'Église et de l'empire britannique. La rébellion armée fut écrasée militairement en 1837-38 et intellectuellement dans la décennie 1840.

Le pacte avait fonctionné, la double hégémonie y trouva l'occasion de se consolider et de se perpétuer. Le Canada français fut rural et catholique plus que jamais. La société régressa à nouveau à l'état de culture. L'hibernation reprit de plus belle. Elle ne prit fin qu'avec la révolution tranquille.

La question essentielle n'est pas dans l'exactitude historique de cette vision. C'est là affaire d'expertise et encore. L'essentiel consiste en ce que cette vision modifiée de l'histoire trouve de plus en plus d'échos chez les intellectuels, les enseignants, les étudiants, chez des technocrates, des spécialistes en communications et pénètre par les classes moyennes dans des couches de plus en plus profondes de la société. Le vieux théorème des sciences sociales veut que “la représentation que les gens se font de la réalité est au moins aussi importante que la réalité elle-même”. Or ce théorème joue à plein ici. Se représenter son histoire de façon différente correspond à des besoins présents et à un futur entrevu.

La réinterprétation atteint désormais l'histoire récente et touche même au présent. On perçoit déjà autrement les années 50' et 60'. Le Canada français catholique cède la place au Québec politique.

Une question de pouvoir

[Retour à la table des matières](#)

Concevoir la question du Québec comme une question de pouvoir n'a pas de quoi trop surprendre si l'on relie ensemble un certain nombre de faits, de phénomènes et d'événements.

La Commission Royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme a établi qu'à qualifications égales le francophone touche un revenu sensiblement inférieur à celui de l'anglophone, partout au Canada. Au Québec cet écart est même plus marqué. Le francophone bilingue n'arrive pas à rejoindre l'anglophone unilingue. À quelques exceptions près les ethnies qui s'assimilent au groupe anglophone sont nettement favorisées par rapport aux Canadiens-Français.

La mosaïque canadienne est non seulement compartimentée et stratifiée mais encore forme-t-elle une structure du pouvoir politique et économique. Des barrières sociales, ethniques et religieuses entravent la mobilité occupationnelle.

L'industrialisation venant de l'extérieur a trouvé au Canada français une main-d'œuvre à bon marché, d'abondantes ressources naturelles et un ordre social stable. Le capital anglo-américain a emprunté les structures politico-économiques existantes, celles qui avaient réduit les Canadiens français au statut de minorité. La place que leur réservait l'industrie devait tout "naturellement" se situer au bas de la pyramide.

Depuis des décennies le taux de chômage au Québec dépasse invariablement la moyenne canadienne. À l'inverse le revenu per capita se situe habituellement en dessous. Pendant très longtemps également l'écart des investissements manufacturiers entre le Québec et la province voisine, de dimension comparable, s'est maintenu de façon très marquée et très constante. Cet écart s'est récemment agrandi. Au Québec les Canadiens français pourtant plus de 80% de la population possédaient à peine 20% de leur économie. Les faillites sont toujours relativement et absolument plus nombreuses au Québec qu'en Ontario. Dans un même secteur d'activité économique, les entreprises francophones sont toujours plus petites, plus fermées, cela au Québec même. Décidément les Canadiens français n'ont pas le sens des affaires!

La faute en était sûrement à leur système d'éducation qui sous l'égide de l'Église façonnait les valeurs culturelles de l'élite, laquelle s'orientait du côté de la prêtrise et des professions libérales. Pas d'entrepreneurship possible dans de telles conditions!

La réforme de l'éducation a eu lieu, l'opération de rattrapage a été effectuée. Les gradués des universités, des collèges, des Écoles d'administration ne trouvent toujours pas la place qui leur revient de par leurs qualifications. Un peu plus quand même mais de façon gravement insuffisante, à un tel point que l'on retrouve ici une contradiction structurelle éducation-emploi analogue à celle de la démographie-terres arables au temps de la société traditionnelle.

Le mythe de l'infériorité culturelle congénitale a eu la vie dure ces dernières années. Affirmer que si "seulement les Canadiens-Français avaient les bonnes attitudes administratives", celles provenant de l'éthique protestante par exemple, apporte une réponse qui laisse beaucoup d'insatisfaits.

On ne peut parallèlement s'empêcher de constater que la forte poussée néo-nationaliste de la dernière décennie a eu pour effet de catapultier plusieurs Québécois à l'avant-scène canadienne aussi bien "corporative" que politique. Comment ne pas se rendre compte également que la nationalisation de l'électricité a procuré des emplois à des ingénieurs canadiens-français et que l'élargissement du secteur public joue le même rôle pour d'autres catégories de personnel.

Ajoutons au dossier que du fait de l'assimilation accélérée des minorités francophones des autres provinces le Canada français tend à coïncider avec le Québec; que le phénomène de la chute de natalité des francophones conjuguée au taux très élevé d'assimilation des immigrants à l'élément anglophone crée à l'intérieur des frontières du Québec une situation sérieuse pour la majorité.

Complétons le portrait en signalant que l'essoufflement de la "révolution tranquille" est attribuable, en partie du moins, à la résistance grandissante du fédéral à toute nouvelle concession susceptible d'accroître les pouvoirs du Québec, pouvoirs dont celui-ci a depuis longtemps un pressant besoin pour se réaliser.

Le Québec est manifestement à la recherche d'un État qui lui corresponde. La constitution de 1867 lui avait octroyé un État à dimension municipale. Il s'est forgé au cours des dernières décennies un État provincial. Il réclame désormais son État national afin d'accéder au rang de nation moderne. Tel est le sens de la question du Québec, une "simple" question de pouvoir.

Les ambiguïtés du modernisme

[Retour à la table des matières](#)

Que le Québec accède pleinement à l'âge moderne! Cette proposition revêt diverses significations.

Il se trouve que la modernité a fait assez bon marché jusqu'à présent des différences nationales. Portée par l'idéologie libérale, laquelle définit l'homme comme sa liberté de satisfaire tous ses désirs individuels, la modernité annonce l'avènement d'un homme universel, révélé par les sciences humaines et naturelles. À cet homme universel elle offre un progrès matériel indéfini. La modernité dissout les valeurs culturelles traditionnelles de toutes les sociétés qu'elle touche. Elle tend à l'homogénéité universelle.

Il se trouve aussi que le foyer le plus dynamique et le plus puissant de cette modernité se situe tout près dans la république voisine. Le Canada anglais a accédé plus tôt que le Québec à l'âge moderne. Or il se défend plus mal que le Québec contre les pressions et les séductions de la modernité américaine.

L'Église catholique constituait un solide barrage contre la modernité. Son projet de société et de culture en était l'antithèse. La liberté individuelle y était soumise au bien commun. Elle posait des limites au règne du plus fort sur le Plus faible. Elle soustrayait l'intégrité de l'homme à la manipulation scientifique. Elle situait le paradis dans l'au-delà. Son éthique refusait de se laisser prendre par les séductions matérielles. Ses prêtres prêtaient le serment anti-moderniste.

L'hégémonie de l'Église sur le Canada français était à la fois domination et protection. À ce titre la "Révolution tranquille" peut être considérée comme l'irruption du flot de la modernité dans la culture locale. Le courant a d'abord pénétré dans la place par minces filets puis l'industrialisation se faisant de plus en plus massive et envahissante le barrage a finalement sauté.

Que reste-t-il maintenant des valeurs traditionnelles qui conféraient sa spécificité au Canada français? À quelles sources pourra s'alimenter une nouvelle originalité qui ait assez de consistance pour s'affirmer? Où puiser l'énergie pour soutenir un projet de société qui ne se confonde pas avec l'environnement nord-américain?

Le Canada propose et dans une certaine mesure impose au Québec son propre projet de modernité: un État multiculturel, multi-religieux plus ou moins décentralisé politiquement et administrativement. Un projet qui présente quelques traits différents, pour un certain temps encore, de ceux du modèle américain. Le projet canadien comporte l'avantage d'être plus grand que le projet québécois.

Opposer sous forme de dilemme insoluble le nationalisme à la modernité c'est faire abstraction de trois aspects majeurs du problème. Les cultures ne sont pas immuables, la modernité dissimule une nouvelle forme de domination, un univers homogène serait sans signification.

Les cultures sont capables d'évolution. L'anthropologie culturelle nous a trop habitués à concevoir les cultures comme de secondes natures à caractères ineffaçables. On a souvent ignoré le fait que beaucoup de ces cultures ont été bloquées dans leur évolution par une domination économique, politique ou sociale étrangère. La domination anglaise sur le Québec par exemple a nettement inhibé certaines lignes de développement. Il y a fort à parier qu'en l'absence de cette domination on n'aurait pas tant privilégié l'agriculture. La "révolution tranquille" nous a appris aussi qu'une société qui se construit elle-même génère de nouvelles valeurs qu'elle incarne dans des institutions propres. On ne peut sous-estimer à priori les aptitudes créatrices d'une culture.

L'homogénéisation de l'univers, destin ultime du Libéralisme, laisserait un monde sans signification. On en récolterait des populations amorphes et sans

motivation dont l'équilibre mental serait loin d'être assuré. Les divers particularismes qui résistent à cette standardisation font oeuvre d'humanité. Dans le même temps que s'unifie l'univers du point de vue scientifique et technologique, ressurgissent les nationalismes qui tentent un peu partout de bâtir des sociétés "sui generis".

La domination que dissimule l'homogénéisation du monde recèle un visage surtout américain. L'empire américain n'est pas que de style classique. D'une part à la manière des empires classiques il impose sa présence politico-militaire. Mais à la différence des empires classiques il procède autant par séduction: plus haut niveau de vie, consommation de masse, progrès matériel. L'enchevêtrement des deux styles lui confère une puissance redoutable contre laquelle il est difficile d'offrir une défense qui apparaît comme un refus du progrès. Appuyées sur une économie domestique qui représente le tiers de l'économie mondiale, les entreprises américaines plurinationales, véritables laboratoires de valeurs, répandent partout sur la planète les modèles américains de consommation. Si l'empire est le principal bénéficiaire de sa domination, il n'est pas dit que d'autres pays n'en profitent pas. Quand ils en profitent c'est souvent au prix d'un appauvrissement culturel et d'une dépendance économico-politique qui rend ces pays inaptes à aménager leur propre société, corps de la culture. Cette dépendance n'est pas nécessairement profitable. Mais elle peut aussi offrir, pour un temps du moins, beaucoup de confort. C'est précisément là le piège.

Le Canada anglais en offre un bel exemple. Il a accueilli à bras ouvert la modernité américaine: capitaux, technologie, know-how, hommes d'affaires, politiques, intellectuels ont traversé allégrement cette passoire qu'est la frontière canadienne. La pénétration a atteint tous les milieux, a envahi toutes les sphères d'activité. Déjà en affinité historique, linguistique et culturelle avec la civilisation américaine, les Canadiens-Anglais ne voient plus très bien maintenant en quoi ils sont différents des Américains. Ils se sont installés dans une dépendance confortable.

Traditionnellement tourné vers et contre le Canada français, le nationalisme canadien-anglais n'a pas reconnu que son véritable ennemi venait du sud. D'ailleurs qui parle d'ennemi quand on s'entrelace à son voisin. Les prétentions du Canada anglais à couvrir le Canada français de son corps contre l'américanisme manquent de plus en plus de preneurs. On connaît mieux comme barrage.

Réveillé par la poussée nationaliste québécoise, le néo-nationalisme canadien-anglais commence à réagir. Il demeure toutefois, sauf chez ses éléments les plus éclairés, ambivalent face aux États-Unis et au Québec. On ne voit pas comment il pourrait s'opposer efficacement aux deux en même temps. L'appui de l'empire britannique n'existe plus, la moitié du Canada

anglais est composée d'immigrants que ce combat n'intéresse pas, quant au vieux stock britannique il n'a plus la même consistance.

On voit mal du reste comment le néo-nationalisme canadien-anglais pourra à terme empêcher que le Québec aille son chemin. Pour l'instant il tend plutôt, faute de projet, à se rabattre sur l'image physique d'un Canada un et indivisible. Avouons que cette image pâlotte fait peu le poids face au nationalisme québécois et face surtout à la "destinée manifeste" américaine attirée par l'abondance des ressources naturelles septentrionales. La régionalisation de l'économie canadienne suivant les lignes de force nord-sud est déjà bien avancée et justifie un courant au Québec qui souhaiterait une entente directe avec les Américains sans passer par le détour d'Ottawa.

À moins que le néo-nationalisme canadien-anglais fasse avec le Québec une solide alliance bi-nationale, il n'arrivera même pas à sauver les apparences de la souveraineté canadienne. L'aboutissement prochain de la poussée souverainiste au Québec aura valeur de test décisif quant à la fortune du néo-nationalisme canadien-anglais.

Quant au Québec, une alliance d'égal à égal avec le Canada anglais pourrait lui éviter bien des ennuis, économiques surtout. Cette alliance ne pourrait se faire dans le cadre canadien actuel, lequel subordonne le Québec à Ottawa et lui confie au sein de l'économie nationale canadienne un rôle de complémentarité à l'Ontario.

Le Québec, à défaut de cette nouvelle alliance, possède probablement encore la cohésion pour accéder à l'indépendance. L'État pourrait y jouer, les pressions environnantes aidant, un rôle analogue à celui joué autrefois par l'Église. Le nationalisme n'est-il pas la religion des États?

Ce faisant le Québec aurait à résoudre seul l'ambiguïté du modernisme. L'irruption de la modernité provoque la modernisation et l'empêche en même temps. Les diverses tentatives de planification régionales et provinciales sont éclairantes à ce sujet. Comme est éloquente la faiblesse des organismes de développement économique créés au cours de la révolution tranquille. Des outils en partie inutilisables selon les termes de la règle du jeu actuel.

Comment le Québec trouvera sa solution nationale demeure conjecturel. Peut-être aurons-nous notre techno-structure à nous, articulée sur la techno-structure américaine. Dans ce cas le Québec se placerait dans une situation analogue à celle de bien d'autres pays. Peut-être jouera-t-il de par sa langue, sa culture et son voisinage le rôle d'honnête courtier entre les États-Unis d'Amérique et l'Europe. Pour trouver sa solution nationale, il devra réaliser que le véritable développement est autant politique et social qu'économique,

que la véritable modernisation est affaire de pouvoir et de vouloir. Le Québec n'est pas un cas unique sur la scène internationale.

Fin du texte